

## SOMMAIRE

Editorial : MARCHES ET NON MARCHÉS	3
Introduction à H. INALCIK : Singulier capitalisme ottoman par C. Aktar & A. Insel	9
Marchés et marchands ottomans par H. INALCIK	13
Towards a Low Energy & Low Market Society par Wolfgang SACHS	39

## LECTURES et CRITIQUES

Critique de « Marchand/non marchand » de S. LATOUCHE par J. P. Voyer	54
Un changement de paradigme en anthropologie ? (A. WEINER) par P. Lantz	61
Sociologie du discours et statut de l'économique (P. BOURDIEU) par Ph. Adair	79
Le quatrième état invisible (G. HUPPERT) par A. Caillé	95
« Bourgeois et gentilshommes » de G. HUPPERT par A. Insel	101
La société invisible (sur L'Autre France de Ed. W. FOX) par A. Caillé	107
***	
Le MAUSS deux ans après	115
Les spéculateurs chauves par J. L. Boilleau	119
De l'antiutilitarisme par A. Caillé	126
***	
A. G. du MAUSS	159

Ce fichier constitue la version numérique du *Bulletin du MAUSS* n° 8.  
Numérisation réalisée en 2013 par INGED, L'Ingénierie éditoriale,  
76840 Hénouville, avec le concours du Centre national du Livre (CNL).  
ISBN numérique : 978-2-914819-48-X



Édition originale : 4<sup>e</sup> trimestre 1983  
N° d'inscription à la commission paritaire : 64-558  
Dépôt légal : 48612  
ISSN : 0294-4278

## EDITORIAL : MARCHÉS ET NON MARCHES

Ce numéro 8, qui clôt la deuxième année de parution du Bulletin du MAUSS, ne tient pas entièrement les promesses faites dans le N° 7 au lecteur et à nous-mêmes. Depuis longtemps déjà nous envisagions de consacrer au moins une publication au recueil de matériaux historiques sur le fonctionnement des marchés (ou des non marchés) dans les grands empires pré ou non-capitalistes. En raison des hasards de l'histoire et des connivences individuelles, il semblait plausible de réunir assez rapidement au moins un texte sur l'économie indienne précoloniale et un autre sur l'économie ottomane. Le départ pour l'Inde d'H. Stern a compromis la première partie du projet et nous a privés de la traduction et de la transcription d'une conférence-débat informelle avec un des meilleurs spécialistes indiens de la question. Mais il est facile de résumer l'essentiel de son propos : sur la logique profonde de l'économie indienne précoloniale, on ne sait à peu près rien. Là comme ailleurs, l'heure est au débat conceptuel et méthodologique, à l'interrogation des problématiques et, notamment, celle de K. Polanyi. De rapides sondages nous ont montré, qu'effectivement, la probabilité de trouver un texte décisif sur cette période de l'histoire de l'Inde était mince.

En ce qui concerne par contre l'économie ottomane, M. H. Inalcik, professeur à l'Université de Chicago et, probablement le plus connu des historiens économiques de la Turquie, nous a aimablement autorisés à traduire un de ses textes, relatif à « l'accumulation du capital dans l'empire ottoman ». Titre un peu discutable, sans doute. Comme le montre H. Inalcik lui-même,

et comme le soulignent ses traducteurs et présentateurs, C. Aktar et A. Insel, ce capital ne s'accumule justement pas. Ou, plutôt, il est confisqué par le sultan (et le « capitaliste » exécuté) dès qu'il dépasse un certain seuil, indéfini et imprévisible. Heur et malheur du capitaliste ottoman, qui, du coup, n'en est guère un. Ce qui frappe, en tout cas, dans cette économie ottomane, c'est l'incroyable diversité des formes de commerce que H. Inalcik nous décrit avec une précieuse minutie et qui interdit d'hypostasier et de parler d'un marché, d'un capitalisme ou du commerce. Comme un peu partout, semble-t-il, c'est aux marges de l'empire que se déploie le grand commerce. Il traverse, mais ne s'arrête pas. Il ne suscite ni n'alimente nul marché national.

La même remarque, qui confirme l'intuition polanyiennne, semble largement vraie de la France, au moins jusqu'à la révolution des transports, soutient Ed. Fox, dans un ouvrage important, « l'Autre France », ici présenté par A. Caillé. Mais comment, alors, expliquer, à l'encontre de l'exemple ottoman, l'ancienneté de la bourgeoisie ? Par la coexistence, répond Fox, de deux sociétés à la fois interpénétrées mais radicalement distinctes et étrangères, voire imperceptibles l'une à l'autre : La société agricole (féodale, puis monarchique) d'une part ; La société marchande proprement dite, celle du littoral, de l'autre. Seule l'apparition des moyens de transports terrestres modernes permettra à la seconde de triompher de la première.

C'est là une confirmation supplémentaire de ce que les bourgeoisies marchandes n'ont nulle prédestination naturelle à étendre spontanément la loi du marché à l'ensemble des activités sociales. Bien au contraire, toutes les bourgeoisies prémodernes, aussitôt qu'elles ont suffisamment accumulé, n'éprouvent qu'un désir, celui

de se libérer de la macule du commerce, de transformer la richesse marchande en richesse foncière et d'accéder à une forme ou une autre de noblesse. Le beau livre de G. Huppert sur la réussite sociale en France, au 16<sup>e</sup> siècle, „Bourgeois et Gentilshommes”, fait parfaitement comprendre le ressort, les modalités et les effets de cette transmutation par laquelle les riches commerçants se transforment en „nobles hommes“, à égale distance de l'aristocratie militaire et de la bourgeoisie ordinaire. S'il fallait un gage supplémentaire de l'intérêt du livre, on le trouverait peut être dans le fait que, sans se concerter, A. Caillé et A. Insel aient, chacun, éprouvé le désir d'y consacrer un compte rendu.

Plus qu'un simple compte-rendu, c'est une véritable discussion, en symbiose et en écho, que Pierre Lantz nous propose du livre récemment traduit d'Annette B. Weiner, „La Richesse des Femmes“. Les idées d'A. Weiner ne sont pas inconnues des lecteurs du MAUSS puisque celui-ci a reproduit deux de ses articles (N° 2 et N° 3/4). Avec ce livre toutefois (antérieur aux deux articles en question), le propos théorique s'étaye sur un ample matériau ethnographique qui illustre deux idées essentielles : Celle que la richesse n'est pas chose matérielle mais sociale et symbolique. Être riche, c'est l'être en moyens d'accomplir ses obligations sociales et de tenir sa place dans les multiples cycles, économiques, politiques, matrimoniaux ou funéraires qui assurent la reproduction de la société comme celle de l'ordre cosmique. Cette richesse, enfin, et contrairement à ce que laisse entendre la presque totalité de l'ethnologie, n'est pas exclusivement masculine. Justement parce qu'elle est d'ordre symbolique elle ne saurait être l'apanage d'un seul sexe, le masculin, mais doit se spécifier en richesses des deux genres (cf. Illich).

Apparaissent ainsi, soudainement, sur le devant de la scène, les femmes, oubliées en toute bonne conscience par l'ethnologue masculin, parce qu'il n'y a aucune raison qu'elles soient visibles par lui. Il serait sans doute plaisant qu'une ethnologue aille rendre visite aux Baruyas de M. Godelier. Reste le problème, soulevé dès le numéro 3/4 du MAUSS et ici relancé par P. Lantz : Cette analyse ethnologique renouvelée, en mettant l'accent sur la reproduction et le remplacement, rend elle pour autant caduque l'intelligibilité échangiste ? Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'un raisonnement en termes de marché, là encore, serait dénué de sens.

En a-t'il plus, appliqué à l'étude de la langue ? On sait que c'est l'idée de l'existence d'un «marché linguistique» qui autorise P. Bourdieu à tenir pour peu de chose une linguistique qui pose la langue comme un moyen de communication et de signification là où elle ne constituerait, au fond, qu'un moyen de valorisation sociale des sujets parlants. Mais que vaut cette évocation d'un marché linguistique qui, de toute évidence, ne peut être que métaphorique ? Le mérite de Philippe Adair, qui est économiste, est de suggérer à quel point les emprunts de P. Bourdieu à l'économie politique sont abusifs et comment le supposé marché linguistique n'a, en tout état de cause, que faiblement à voir avec le marché des économistes. La critique mérite d'être étendue à un nombre important des concepts utilisés par P. Bourdieu, ne serait ce que pour inciter celui-ci à dire pourquoi il ne conçoit pas la sociologie autrement que comme une économie généralisée. En ce qui concerne plus particulièrement l'analyse bourdieusienne de la langue, il conviendrait sans doute de montrer également comment, à l'instar de tous les économismes, elle vise à se débarrasser de la question du sens et de la vérité en réduisant la dimension symbolique à une simple fonction de signalisation. La linguistique

mérite, certainement, une critique attentive, mais il est douteux que la critique puisse se réduire au remplacement d'une théorie de la langue par ce qui n'a vocation à être qu'une sociologie de la parole.

Tout ceci nous ramène au débat ouvert dans les précédents numéros sur les concepts de marché et de société marchande. S. Latouche, dans le numéro 7, avait tenté de définir une position qu'on pourrait qualifier d'intermédiaire entre l'habituelle affirmation de l'universalisme du marché et celle de sa spécificité historique. Auraient existé, depuis fort longtemps, des sociétés marchandes. Seul serait récent le capitalisme. Or, demande, J.-P. Voyer, pourquoi parler de société marchande là où l'effective existence des marchands n'affecte nullement la définition sociale de la richesse et de la pauvreté ? Et d'ailleurs, avec ces marchands, ce qui existe déjà, et aussi, c'est le capital. Entre la société moderne et les autres, non marchandes, il existe bien un point commun, mais ce n'est pas le marché puisque c'est seulement aujourd'hui que celui-ci décide du sort des pauvres et des riches : Ce point commun c'est le plaisir de la dépense, lié à celui de régner. Et ce plaisir là, dans toutes les sociétés, il n'est réservé qu'aux seuls riches, marchands ou non.

Wolfgang Sachs, pour sa part, scrute non pas le passé ou l'ailleurs de la société marchande moderne, mais un de ses avènements possibles, en nous présentant un exposé extrêmement synthétique et informé des débats actuels, américains notamment, sur la virtualité d'une société qui serait à la fois hautement sophistiquée d'un point de vue technologique («high tech») et faiblement consommatrice d'énergie (low energy). Ce dernier objectif implique, très vraisemblablement, que se relâche la dépendance de la société par rapport au marché et qu'elle tende à devenir une «low market society».

Avec les «spéculateurs chauves» de Jean-Luc Boilleau, le MAUSS est fier de présenter à ses lecteurs ce qui est peut être la première BD ethno-sociologique, à moins qu' il ne s'agisse du premier poème, du premier mythe ou de tout autre chose. Où le Jeune guerrier sauvage renonce par avance aux dieux, aux anges, au marché et à leurs pompes...

Enfin, deux ans après le lancement du MAUSS, il était sans doute nécessaire de pousser à une discussion, qui ne s'est jamais véritablement développée, sur la signification d'une perspective anti-utilitariste dans les sciences sociales. C'est à quoi s'essaye A. Caillé en détaillant cursivement quelques exemples de la dépendance des diverses sciences sociales, ou connexes, par rapport au modèle d'intelligibilité utilitariste, qu'il baptise axiomatique de l'intérêt. Est suggéré que, peut être, les sciences sociales ne sont susceptibles de s'organiser en sciences apparentes, ou simulées, que sous des dehors utilitaristes. Et ceci, non pas en raison des vertus heuristiques de l'axiomatique de l'intérêt, ou d'une fécondité théorique effective mais du fait de sa connivence avec l'imaginaire de la modernité et de sa rusticité éthique.

A.C.